PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 06 DECEMBRE 2023

Le Conseil Municipal composé de 15 membres en exercice, convoqué par courrier en date du jeudi 30 novembre 2023, s'est réuni le mercredi 06 décembre 2023 à 19h30 à la salle du Conseil municipal de la Commune de Valence sur Baïse, Place de l'Hôtel de Ville à Valence sur Baïse (Gers), sous la présidence de Madame BROCA LANNAUD Marie-Thérèse, Maire de la Commune de Valence sur Baïse.

ETAIENT PRESENTS : BROCA LANNAUD Marie-Thérèse, NOVARINI Michel, BRETTE GARCIA Béatrice, PUYAL Jean-Pierre, LAPEYRE Bernard, CAUBET Laure, BAGNAROSA Marie-Pierre, DUFFILLOL Mathieu, GUILLOT Aymeric, BERNAR Nathalie, POURQUET Christine, LANGUILLON Christophe, THEVENOT Jean François,

ABSENT EXCUSE :

ABSENT :

ABSENT EXCUSE AYANT DONNÉ PROCURATION : LECOQ Christian a donné procuration à BROCA LANNAUD Marie-Thérèse, LUCY Anthony a donné procuration à THEVENOT Jean François

SECRETAIRE : CAUBET Laure

ORDRE DU JOUR :

1. **Approbation du procès-verbal du conseil municipal en date du 08 Novembre 2023**
 2. **Installation d'un nouveau conseiller municipal et Tableau du Conseil Municipal**
 3. **Révision des commissions municipales et syndicats suite à l'installation d'une nouveau conseiller municipal**
 4. **Délibération portant versement d'une prime de pouvoir d'achat aux agents publics**
 5. **Avenant au bail de l'Ehpad – PUB Roger Rambour**
 6. **Projet de périmètre pour un schéma d'aménagement et de gestion des eaux souterraines de Gascogne**
 7. **Aménagement de la Place Voltaire, des rues Pasteur et Voltaire et d'un espace vert**
– Demande de subvention au titre de la DETR
 8. **Aménagement de la Place Voltaire, des rues Pasteur et Voltaire et d'un espace vert**
– Demande de subvention au titre du Fonds Vert
 9. **Aménagement de la Place Voltaire, des rues Pasteur et Voltaire et d'un espace vert**
– Demande de subvention au titre de l'Agence de l'Eau
 10. **Délibération adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57**
 11. **Détermination des charges forfaitaires du Port** – Reversement à la commune de l'établissement « La Barge »
 12. **Détermination des charges forfaitaires du Port** – Reversement à la commune de la Communauté des Communes de la Ténarèze
 13. **Détermination des charges forfaitaires du Port** – Reversement à la commune de la Communauté des Communes de la Ténarèze des charges de ménage
 14. **Reversement** – Charges forfaitaires de l'appartement 20, Grande Rue à la Commune
 15. **Décision modificative**
- Questions diverses**

Madame le Maire de la Commune de Valence sur Baïse ouvre la séance en remerciant les conseillers municipaux présents.

Madame le Maire communique le nom des personnes qui ont donné procuration : LECOQ Christian à BROCA LANNAUD Marie-Thérèse, LUCY Anthony à THEVENOT Jean François

Madame le Maire communique le nom des personnes qui sont excusés :

Avant d'ouvrir la séance, Madame le Maire propose de réaliser une minute de silence en mémoire de Monsieur Michel BLANCARD.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 08 NOVEMBRE 2023

Chaque membre du conseil municipal a reçu le procès-verbal de la dernière séance du 08 novembre 2023. Monsieur Jean François THEVENOT est venu en mairie pour signifier qu'une partie de ses propos à l'encontre de Monsieur Claude LAFFARGUE n'avaient pas été repris. Il a également souligné que Monsieur Claude LAFFARGUE était président d'une association subventionnée par la commune et que de ce fait il y avait conflit d'intérêt. Il se demande si Monsieur Claude LAFFARGUE peut être désigné référent déontologue.

Ci-dessous la réponse de la Préfecture :

« L'article R. 1111-1-A indique que les missions de référent déontologue de l' élu local sont exercées en toute indépendance et impartialité.

L'objectif est que le référent déontologue rende son avis sans être affecté par ses liens avec les élus.

D'une part, le statut de président d'une association sur la commune subventionnée par la mairie risque d'avoir une influence sur les avis qu'il rend. Les garanties d'impartialité et d'indépendance ne sont pas garanties.

D'autre part, à la date de nomination, il faut s'assurer l'absence de lien entre le président de l'association et la collectivité pour éviter le conflit d'intérêt.

En conclusion, je vous invite à demander au conseil municipal de retirer la délibération désignant M. LAFFARGUE en qualité de référent déontologue de l' élu local. »

Madame le Maire souligne que les petites communes ont du mal à trouver un référent déontologue. Par conséquent le Centre de Gestion envisage de recruter une ou plusieurs personnes, avec des connaissances juridiques pour le proposer aux communes. Aussi, Madame le Maire propose de **retirer** la délibération n°2023-066 désignant Monsieur Claude LAFFARGUE en qualité de référent déontologue de l' élu local, de **repousser** à une autre séance du conseil municipal la désignation d'un référent déontologue de l' élu local et **d'approuver** le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 13 Septembre 2023 avec les modifications ci-dessus .

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à **l'unanimité**

RETIRE la délibération n°2023-066 désignant Monsieur Claude LAFFARGUE en qualité de référent déontologue de l' élu local

DECIDE de repousser à une autre séance du conseil municipal la désignation d'un référent déontologue de l' élu local.

APPROUVE le procès-verbal de la séance du conseil municipal en date du 13 Septembre 2023 avec les modifications ci-dessus.

INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-4, R.2121-2 et R2121-4,

VU le Code électoral et notamment l'article L.270,

VU le procès-verbal du conseil municipal en date du 26 mai 2020 portant installation du Conseil municipal,

VU le décès de Monsieur Michel BLANCARD en date du 12 novembre 2023,

VU le tableau du Conseil Municipal ci-annexé,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.270 du Code électoral et sauf refus express de l'intéressé, le remplacement du conseiller municipal démissionnaire est assuré par « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu »,

CONSIDERANT, que Monsieur LANGUILLON Christophe, candidat suivant de la liste « Vouloir toujours pour Valence », a accepté et est désigné pour remplacer Monsieur Michel BLANCARD au Conseil municipal,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

D'INSTALLER Monsieur LANGUILLON Christophe en qualité de conseiller municipal,

DE MODIFIER le tableau du conseil municipal joint en annexe de la présente délibération.

REVISION DES COMMISSIONS MUNICIPALES

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-4, R.2121-2 et R2121-4,

VU le procès-verbal du conseil municipal en date du 13 Septembre 2023 portant désignation des membres des commissions municipales,

VU le décès de Monsieur Michel BLANCARD en date du 12 novembre 2023,

VU la délibération d'installation de Monsieur Christophe LANGUILLON en remplacement de Monsieur Michel BLANCARD

CONSIDERANT la candidature de Monsieur Christophe LANGUILLON dans les commissions municipales suivantes :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

DE DESIGNER pour siéger, en remplacement de Monsieur Michel BLANCARD, Monsieur Christophe LANGUILLON, dans les commissions municipales suivantes : « **Commission Santé** », « **Commission d'ouverture des plis et des marchés, suppléant** »

DE MODIFIER le tableau des commissions municipales joint en annexe de la présente délibération.

TABLEAU DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Commission des finances

Responsable : Michel NOVARINI

Membres : Mathieu DUFFILLOL, Jean Pierre PUYAL, Jean François THEVENOT, Anthony LUCY

Commission des travaux, des bâtiments et locaux des associations

Responsable : Bernard LAPEYRE

Membres : Marie-Pierre BAGNAROSA, Mathieu DUFFILLOL, Anthony LUCY, Michel NOVARINI

Commission santé

Responsable : Béatrice BRETTE GARCIA

Membres : Laure CAUBET, Jean Pierre PUYAL, Nathalie BERNAR, Christian LECOQ, Christine POURQUET, Christophe LANGUILLON

Commission voirie, circulation et stationnement

Responsable : Michel NOVARINI

Membres : Mathieu DUFFILLOL, Bernard LAPEYRE, Jean François THEVENOT, Anthony LUCY, Aymeric GUILLOT

Commission des écoles et délégués aux Conseils d'Écoles

Responsable : Michel NOVARINI

Membres : Marie-Pierre BAGNAROSA, Béatrice BRETTE GARCIA, Laure CAUBET, Aymeric GUILLOT, Christine POURQUET, Anthony LUCY

Commission jeunesse et sports

Responsable : Michel NOVARINI

Membres : Mathieu DUFFILLOL, Aymeric GUILLOT, Anthony LUCY

Commission fêtes et festivités

Responsable : Aymeric GUILLOT

Membres : Jean Pierre PUYAL, Mathieu DUFFILLOL, Jean François THEVENOT

Commission culture, tourisme, relation avec Flaran et patrimoine

Responsable : Jean-Pierre PUYAL

Membres : Béatrice BRETTE GARCIA, Aymeric GUILLOT, Jean François THEVENOT, Christian LECOQ

Commission embellissement et Sentier Botanique

Responsable : Béatrice BRETTE GARCIA

Membres : Marie Pierre BAGNAROSA, Laure CAUBET, Nathalie BERNAR, Aymeric GUILLOT, Jean François THEVENOT

Commission vie économique

Responsable : Michel NOVARINI

Membres : Anthony LUCY, Aymeric GUILLOT

Commission communication, relation avec les citoyens et les associations *(Facebook, site internet, bulletin municipal)*

Responsable : Aymeric GUILLOT

Membres : Jean-Pierre PUYAL, Christian LECOQ

Commission Personnes Agées

Responsable : Laure CAUBET

Membres : Marie-Pierre BAGNAROSA, Christine POURQUET, Jean François THEVENOT

Commission d'ouverture des plis et des marchés

Titulaires (3) : Michel NOVARINI, Bernard LAPEYRE, Mathieu DUFFILLOL

Suppléants (3) : Laure CAUBET, Christophe LANGUILLON, Jean François THEVENOT

Commission de gestion des Chats Errants

Responsable : Marie-Pierre BAGNAROSA

Membres : Aymeric GUILLOT, Jean-Pierre PUYAL, Jean François THEVENOT

Révision de la liste électorale

Membres : Bernard LAPEYRE, Laure CAUBET, Aymeric GUILLOT, Jean François THEVENOT, Anthony LUCY

CCAS

Membres : Nathalie BERNAR, Marie-Pierre BAGNAROSA, Béatrice BRETTE GARCIA, Christian LECOQ, Christine POURQUET

TABLEAU DES EPCI et SYNDICATS MIXTES

SYNDICAT DES EAUX DE CAUSSENS :

Délégués titulaires : Marie-Thérèse BROCA LANNAUD et Bernard LAPEYRE

Délégués suppléants : Mathieu DUFFILLOL et Michel NOVARINI

COMITE TERRITORIAL « BASSIN DE PRODUCTION DE PLEHAUT »

Délégué titulaire : Michel NOVARINI

Délégué suppléant : Bernard LAPEYRE

SYNDICAT D'ENERGIE DU GERS POUR LE SECTEUR DE VALENCE :

Délégués titulaires : Michel NOVARINI et Bernard LAPEYRE

SYNDICAT DE GESTION DE LA BAÏSE ET DE SES AFFLUENTS :

Délégué titulaire : Michel NOVARINI

Délégué suppléant : Bernard LAPEYRE

MAPA

Membres : Béatrice BRETTE GARCIA, Laure CAUBET, Marie-Pierre BAGNAROSA, Nathalie BERNAR

SYNDICAT INTERCOMMUNALE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES (SICTOM)

Délégué titulaire : Bernard LAPEYRE

Délégué suppléant : Michel NOVARINI

DELIBERATION PORTANT VERSEMENT D'UNE PRIME DE POUVOIR D'ACHAT AUX AGENTS PUBLICS

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27 novembre 2023

Considérant que le montant de la prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents de la collectivité, dans une certaine limite ;

Considérant que la prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024 ;

Echange

Madame Marie Pierre BAGNAROSA demande si les agents sont d'accord pour percevoir cette prime en deux fois. Madame le Maire répond que les agents ne sont pas au courant puisqu'il fallait attendre la décision du Conseil Municipal.

Monsieur Bernard LAPEYRE rajoute qu'il est favorable au versement de cette prime mais regrette que les communes doivent, une nouvelle fois, se substituer à l'Etat.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré **à l'unanimité**, décide :

D'ATTRIBUER une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle aux agents remplissant les conditions fixées par le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 ;

DE FIXER le montant de la prime dans les proportions suivantes :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime du pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

QUE cette prime sera versée en plusieurs fractions en fonction du calendrier ci-dessous :

Versement	Montant	Échéance
1 ^{er}	Moitié	Décembre 2023
2 ^{ème}	Moitié	Mai 2024

QUE les crédits inscrits au budget primitif sont suffisants.

AVENANT AU CONTRAT D'OCCUPATION DE L'EHPAD – PUV ROGER RAMBOUR

Madame le Maire rappelle que l'immeuble dans lequel se trouve l'Ehpad – Petite Unité de Vie Roger RAMBOUR appartient à la Commune. Elle rappelle également qu'un contrat d'occupation avait été signé en 2006 mais avec l'association de Gestion de la MAPA de Valence sur Baïse et que le loyer avait été fixé par délibération en date du 27 mars 2009 pour un montant de 45 240 € annuel payable en 4 trimestrialités de 11 310 €.

Aujourd'hui la maison de retraite est devenue l'Ehpad – Petite Unité de Vie Roger RAMBOUR et son directeur a fait la demande de pouvoir honorer les loyers mensuellement.

Par conséquent, Madame le Maire propose d'établir un avenant à ce contrat d'occupation en modifiant l'intitulé du locataire et le mode de versement du loyer.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'**unanimité**, décide :

D'ETABLIR un avenant au contrat d'occupation en modifiant l'intitulé du locataire soit l'Ehpad – Petite Unité de Vie Roger RAMBOUR ;

DE FIXER le prix du loyer à 3 770 € par mois.

VALIDATION DU PROJET DE PERIMETRE DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) SOUTERRAINES DE GASCOGNE

Au droit du bassin de l'Adour, et plus généralement dans le sud-ouest aquitain, la ressource en eau souterraine, contenue dans des nappes, est sollicitée pour un certain nombre d'usages essentiels pour le territoire (eau potable, agriculture, thermalisme, industrie). Jusqu'à maintenant, les ressources souterraines ont pu être relativement préservées de par la disponibilité des eaux de surface, pour des usages communs aux deux ressources (par exemple l'irrigation des cultures agricoles). En revanche, le changement climatique et ses futurs impacts (notamment le risque accru de sécheresse ou la dégradation de la qualité des eaux) vont augmenter la pression exercée sur les eaux souterraines pour des usages qui, de nos jours, sont satisfaits par les eaux de surface. Ainsi, les eaux souterraines profondes du sud-ouest du bassin aquitain constituent des ressources stratégiques pour l'avenir.

Après cinq années (2018-2023) de concertation autour des problématiques des eaux souterraines, les acteurs locaux, et notamment les usagers de ces nappes, ont convergé vers la volonté unanime de faire émerger un outil de gestion adapté aux spécificités des eaux souterraines, et en particulier des nappes captives. Ainsi, le dossier préliminaire pour un SAGE des eaux souterraines de Gascogne, élaboré en lien avec tous ces usagers, a été déposé par l'Institution Adour aux Préfets des départements des Landes, des Pyrénées-Atlantiques, du Gers et des Hautes Pyrénées en septembre 2023. Ce dossier présente notamment le projet de périmètre du SAGE des eaux souterraines de Gascogne, basé sur des critères techniques, qui concerne 1 283 communes, et s'étend sur plus de 19 000 km².

L'ensemble des communes concernées sont sollicitées par les Préfets pour émettre un avis sur ce périmètre.

VU le code de l'environnement, notamment l'article R. 212-27

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne, approuvé par le Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne le 23 mars 2022,

CONSIDERANT la lettre de saisine en date du 24 octobre 2023 adressée par l'Etat pour solliciter l'avis des collectivités parmi lesquelles la commune de VALENCE-SUR-BAÏSE.

Comme le prévoit l'article R. 212-27 du code de l'environnement, les services de l'Etat ont sollicité par courrier en date du 24 octobre 2023 les différentes collectivités concernées pour avis, soit les conseils régionaux, les conseils départementaux, l'établissement public territorial de bassin, ainsi que les communes dont le territoire est situé pour tout ou partie dans le périmètre. Les avis seront réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois.

CONSIDERANT l'aspect stratégique des eaux souterraines captives pour satisfaire les usages essentiels du territoire à l'avenir dans le contexte du changement climatique, dans un principe d'utilisation rationnelle, équilibrée et partagée,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré **à l'unanimité**, décide :

Article 1 : DE DONNER un avis **favorable** à la proposition du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux souterraines de Gascogne. ;

Article 2 : D'AUTORISER Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération.

AMENAGEMENT DE LA PLACE VOLTAIRE, DES RUES PASTEUR ET VOLTAIRE ET D'UN ESPACE VERT

Demande de subvention au titre de la DETR

Madame le Maire rappelle que dans le cadre de l'aménagement de la place Voltaire, des rues Pasteur et Voltaire et d'un espace vert, il a été choisi, lors de la séance du 20 juin 2023, le bureau d'étude CASALS pour la maîtrise d'œuvre pour un montant de 32 781.45 € HT.

Après plusieurs réunions de travail, le bureau d'études a rendu un avant-projet avec un estimatif qui se distingue comme suit :

- Lot 1 – VRD : 418 025.00 € HT
- Lot 2 – Espaces Verts : 48 838.90 € HT

Soit un coût global du projet de 499 645.35 € HT

Dans le cadre des « projets et les démarches de revitalisation des bourgs-centres », la Commune étant inscrite dans un contrat « Bourg-Centre » et « Petite Ville de Demain », Madame le Maire fait part au conseil que nous pouvons prétendre à une subvention au titre de la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) pour 2024 à hauteur de 40 % de l'opération soit 199 858.14 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

DEMANDE une subvention, dans le cadre des « projets et les démarches de revitalisation des bourgs-centres », au titre de la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) pour 2024 à hauteur de 40 % de l'opération soit 199 858.14 €.

APPROUVE le plan de financement suivant :

	Montant des travaux	Montant subventionnable	Pourcentage	
DETR	499 645,35 €	499 645,35 €	40%	199 858,14 €
AGENCE DE L'EAU		75 989,40 €	50%	37 994,70 €
FONDS VERT		128 106,44 €	50%	64 053,22 €
COMMUNAUTE DES COMMUNES	499 645,35 €	499 645,35 €		30 000,00 €
AUTOFINANCEMENT				167 739,29 €
Total				499 645,35 €

Demande de subvention au titre du Fonds Vert

Madame le Maire rappelle que dans le cadre de l'aménagement de la place Voltaire, des rues Pasteur et Voltaire et d'un espace vert, il a été choisi, lors de la séance du 20 juin 2023, le bureau d'étude CASALS pour la maîtrise d'œuvre pour un montant de 32 781.45 € HT.

Après plusieurs réunions de travail, le bureau d'études a rendu un avant-projet avec un estimatif qui se distinguent comme suit :

- Lot 1 – VRD : 418 025.00 € HT
- Lot 2 – Espaces Verts : 48 838.90 € HT

Soit un coût global du projet de 499 645.35 € HT

Dans le cadre de la désimperméabilisation et la végétalisation, Madame le Maire informe le conseil qu'il est possible de demander une subvention au titre du Fonds Vert pour 2024 à hauteur de 50 % des postes subventionnables. Les postes concernant la désimperméabilisation et la végétalisation sont estimés à 128 106.44 € HT. Par conséquent Madame le Maire propose de demander une subvention d'un montant de 64 053.22 € correspondant à 50 % des postes subventionnables (la désimperméabilisation et la végétalisation).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

DEMANDE une subvention, dans le cadre de la désimperméabilisation et la végétalisation, estimés à 128 106.44 € HT, au titre du Fonds Vert pour 2024 à hauteur de 50 % soit un montant de 64 053.22 €

APPROUVE le plan de financement suivant :

	Montant des travaux	Montant subventionnable	Pourcentage	
DETR	499 645,35 €	499 645,35 €	40%	199 858,14 €
AGENCE DE L'EAU		75 989,40 €	50%	37 994,70 €
FONDS VERT		128 106,44 €	50%	64 053,22 €
COMMUNAUTE DES COMMUNES	499 645,35 €	499 645,35 €		30 000,00 €
AUTOFINANCEMENT				167 739,29 €
Total				499 645,35 €

Demande de subvention au titre de l'Agence de l'Eau

Madame le Maire rappelle que dans le cadre de l'aménagement de la place Voltaire, des rues Pasteur et Voltaire et d'un espace vert, il a été choisi, lors de la séance du 20 juin 2023, le bureau d'étude CASALS pour la maîtrise d'œuvre pour un montant de 32 781.45 € HT.

Après plusieurs réunions de travail, le bureau d'études a rendu un avant-projet avec un estimatif qui se distinguent comme suit :

- Lot 1 – VRD : 418 025.00 € HT
- Lot 2 – Espaces Verts : 48 838.90 € HT

Soit un coût global du projet de 499 645.35 € HT

Dans le cadre de la désimperméabilisation, Madame le Maire informe le conseil qu'il est possible de demander une subvention auprès de l'Agence de l'Eau pour 2024 à hauteur de 50 % des postes subventionnables. Les postes concernant la désimperméabilisation sont estimés à 75 989.40 € HT. Par conséquent Madame le Maire propose de demander une subvention d'un montant de 37 994.70 € correspondant à 50 % des postes subventionnables.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

DEMANDE une subvention, dans le cadre de la désimperméabilisation, estimés à 75 989.40 € HT, au titre de l'Agence de l'Eau pour 2024 à hauteur de 50 % soit un montant de 37 994.70 €

APPROUVE le plan de financement suivant :

	Montant des travaux	Montant subventionnable	Pourcentage	
DETR	499 645,35 €	499 645,35 €	40%	199 858,14 €
AGENCE DE L'EAU		75 989,40 €	50%	37 994,70 €
FONDS VERT		128 106,44 €	50%	64 053,22 €
COMMUNAUTE DES COMMUNES	499 645,35 €	499 645,35 €		30 000,00 €
AUTOFINANCEMENT				167 739,29 €
Total				499 645,35 €

ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 01 JANVIER 2024

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la Ville de Valence sur Baïse son budget principal et des budgets annexes suivants (CCAS, Lotissement La Garenne). Le budget de la Régie du Transport Scolaire reste inchangé (M43).

Une généralisation de la M57 est programmée au 1^{er} janvier 2024. Les budgets relevant des nomenclatures autres que M14 (M4 ; M49 ; M22) ne sont pas concernés par ce changement.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien approuver le passage de la Ville de Valence sur Baïse à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2024.

LE CONSEIL MUNICIPAL, sur le rapport de Madame le Maire,

VU l'article L 2121-29 du CGCT,

VU l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

VU l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

CONSIDERANT que la collectivité souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2024,

CONSIDERANT que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets de la Commune en M14.

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré **à l'unanimité**, décide :

D'AUTORISER le changement de nomenclature budgétaire et comptable des budgets de la Ville de Valence sur Baïse ;

PASSAGE A LA NOMENCLATURE M57 : MODALITES DE GESTION DES AMORTISSEMENTS

Madame le Maire expose à l'assemblée qu'en raison du basculement en nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2024, il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à cette mise en application.

C'est dans ce cadre que la commune de Valence sur Baïse est appelée à définir la politique d'amortissement du budget principal de la commune.

Modalité de gestion des amortissements en M57 :

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Suite au passage à la nomenclature budgétaire et comptable M57, le conseil municipal doit délibérer sur les règles de gestion en matière d'amortissement.

Pris en compte ces éléments d'information ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'**unanimité**, décide :

Pour la fixation des durées d'amortissement :

D'ADOPTER les durées d'amortissement proposées dans le document annexé pour les immobilisations acquises et amortissables par la loi ou par délibération.

PASSAGE A LA NOMENCLATURE M57 : MISE EN PLACE DE LA FONGIBILITE DES CREDITS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Madame le Maire expose à l'Assemblée qu'en raison du basculement en nomenclature M57 au 1er janvier 2024, il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à cette mise en application.

C'est dans ce cadre que la commune de Valence sur Baïse est appelée à définir la politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

En effet, la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si l'Assemblée l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Cette disposition permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de **7,5 %** du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

Dans ce cas, le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L21 22-22 du CGCT.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'**unanimité**, décide à compter de l'exercice 2024, pour le budget principal de la commune,

D'AUTORISER Madame le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de **7,5 %** du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget

DETERMINATION DES CHARGES FORFAITAIRES DU PORT

L'Établissement « La Barge »

Madame le Maire informe le conseil municipal que Madame Elsa GIOVANNONI a exploité un terrain situé près du port dans le cadre d'un emplacement de restauration « La Barge ». Sur le bail était notifié que les charges devaient être supportées par le preneur.

Par conséquent, Madame le Maire demande la mise en place d'un forfait à hauteur de 5 221.05 € à l'établissement « La Barge » pour faire face aux différentes dépenses liées au fonctionnement de son exploitation (Eau : 312.80 €, Assainissement : 402.82 €, Electricité 4 505.43 €).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité

D'EMETTRE un titre à l'établissement « La Barge » d'un montant de 5 221.05 € correspondant aux différentes dépenses liées au fonctionnement de son exploitation.

La Communauté des Communes de la Ténarèze

Madame le Maire rappelle que la compétence portuaire a été transférée à la Communauté des Communes de la Ténarèze à compter du 01 janvier 2017.

Madame le Maire informe le conseil municipal que dans l'attente de la mise en place de nouveaux compteurs au nom de la Communauté des Communes de la Ténarèze, les charges (fluides) sont prises en charge par la commune.

Par conséquent elle propose qu'il soit voté les charges forfaitaires qui incombent à la Communauté des Communes sur la période de novembre 2022 à octobre 2023 pour un montant de 4 807.16 € réparties comme suit :

- Eau : 503.58 €
- Assainissement : 239.06 €
- Electricité : 4 064.52 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal décide :

D'EMETTRE un titre à la Communauté des Communes de la Ténarèze à hauteur de 4 807.16 € correspondant aux charges liées à l'activité portuaire sur la période de novembre 2022 à octobre 2023.

La Communauté des Communes de la Ténarèze - Ménage

La compétence portuaire a été transférée à la Communauté des Communes de la Ténarèze à compter du 01 janvier 2017. Il a été convenu par convention que certains services seraient assurés par la Commune et refacturés à la Communauté des Communes :

- Entretien des locaux (heures de ménage et achats de produits d'entretien)

Après calcul la Communauté des Communes doit à la Commune : 438.90 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, décide

D'EMETTRE un titre à la Communauté des Communes de la Ténarèze à hauteur de 438.90 € correspondant aux charges d'entretien des locaux.

REVERSEMENT – CHARGES FORFAITAIRES APPARTEMENT 20, GRANDE RUE

Madame le Maire informe le conseil municipal que Madame PONZEVERA Florence, occupe le logement situé 20, Grande Rue, depuis le 1^{er} Juin 2022.

Dans l'impossibilité de mettre en place un nouveau compteur EDF au nom du locataire, les charges de cet appartement concernant l'électricité doivent être prises en charge par le bailleur.

Par conséquent Madame le Maire propose qu'il soit voté le montant des charges forfaitaires qui lui incombent sur la période du 28 juillet 2023 au 03 novembre 2023, pour un montant de 88.78 € réparties comme suit :

- Electricité consommation : 82.00 €
- Electricité abonnement : 6.78 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, décide

DE METTRE en place un forfait à hauteur de 88.78 € à l'établissement de Madame PONZEVERA Florence, locataire de l'appartement, 20 Grande Rue correspondant aux différentes dépenses liées à son logement.

DECISION MODIFICATIVE

Budget Commune

Madame le Maire informe le conseil que nous avons voté, précédemment, le versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle aux agents de la Collectivité. Cette prime exceptionnelle, non prévu dans le budget, va entraîner un dépassement dans le chapitre du personnel, le chapitre 012. Par conséquent, Madame le Maire propose de voter la décision modificative suivante :

- Augmentation du 6411 (Personnel titulaire) : 5 000.00 €
- Diminution du 615221 (Bâtiments publics) : 5 000.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OUI l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

METTRE EN PLACE la décision modificative suivante :

- Augmentation du 6411 (Personnel titulaire) : 5 000.00 €
- Diminution du 615221 (Bâtiments publics) : 5 000.00 €

QUESTIONS DIVERSES

Marie-Thérèse BROCA LANNAUD

Maison de la famille CANEZIN : Madame le Maire informe le conseil que les enfants de la famille CANEZIN ont pris contact avec la Mairie pour les informer de la vente de la maison familiale. C'est une habitation qui se situe près de l'Ehpad – PUV Roger Rambour. Cette habitation est un emplacement réservé sur le PLUI pour l'agrandissement de l'Ehpad. Le directeur de l'Ehpad nous a fait part d'une liste d'attente de 20 personnes. Il existe également un besoin pour de l'accueil de jour et du logement temporaire pour permettre aux aidants qui s'occupent de personnes en difficulté, de pouvoir partir quelques jours. L'achat de cette maison apporterait une nette amélioration à l'Ehpad. La famille a fait évaluer le bien à 118 000 €. Madame le Maire précise que nous aurons la possibilité de faire appel à une structure, financée par l'Etat, l'EPF (Etablissement Foncier Public), qui pourrait acheter pour la Commune le bien et nous le restituer pour le même prix (prix d'achat et frais notariés) dans huit ans. De plus, un contact sera pris avec le CAUE qui travaillera en concertation avec le Directeur de l'Ehpad pour élaborer un projet.

Monsieur Aymeric GUILLOT demande si nous ne pourrions pas y intégrer le centre Alzheimer qui avait été évoqué. Monsieur Michel NOVARINI précise que l'accueil de jour, géré par le CIAS, existe sur Condom. Il était question d'avoir une antenne sur les Communes de Valence sur Baïse et de Montréal mais pour le moment c'est en sommeil.

Madame Laure CAUBET précise qu'à la dernière réunion de l'Ehpad, il a été signalé l'importance des personnes, qui ne sont pas dépendantes et qui viennent dans la journée, échanger avec les résidents de la PUV.

Repas des personnes seules de plus de 75 ans : Il se tiendra le samedi 09 décembre au Massalet. Il y a 54 personnes qui ont répondu présentes sur 98 invitations. La commune offre l'apéritif et le vin mousseux. Le prix de repas est de 17€.

Prochain conseil : Le prochain conseil aura lieu le 18 décembre 2023
Crèche Napolitaine : Les Motivés ont terminé l'installation de la crèche.

Michel NOVARINI

Citerne souple : La réserve d'eau (poche souple) pour la défense incendie sur la zone artisanale (Carrefour Contact) a été posée, remplie et la clôture est pratiquement terminée.

Syndicat de la Baïse : Il précise que des arbres (3 ou 4 peupliers) ont été enlevés. Depuis, on constate un peuplier qui penche et qui est prêt à tomber. Le Syndicat va l'enlever mais il fallait prendre contact avec le Département pour sécuriser. Néanmoins il ne risque pas de tomber.

Aymeric GUILLOT

750 ans de la Bastide : Aymeric GUILLOT précise que le projet se prépare et se trouve dans les mains des associations. Le programme des médiévales est également en cours avec la recherche d'artisans.

Bernard LAPEYRE

Hydrocurage : Avec les dernières pluies, Monsieur Bernard LAPEYRE fait remarquer que plusieurs maisons ont été inondées notamment dans les caves. Un hydrocurage a été réalisé chez Monsieur BARTHARES sur l'Avenue Alexandre Baurens. Le fossé sera curé prochainement.

Illuminations de Noël : Elles seront installées le 12 décembre. Il y a un problème sur deux des motifs (Joyeuses Fêtes) qui sont trop grands et qui ne pourront être installés dans les entrées de ville. Il propose d'en installer un sur le balcon de la mairie. Madame le Maire rajoute que les sapins, comme chaque année, ont été achetés et seront installés et décorés sur la Commune.

Jean-Pierre PUYAL

Bibliothèque : Monsieur Jean-Pierre PUYAL rappelle que la bibliothèque est ouverte les mercredis de 15h à 18h30, qu'elle est gratuite pour les lecteurs. Depuis quelques jours, les nouveautés et des avant premières sont arrivées.

Logement – Toit Familial : Les nouveaux logements, avenue René Cassin ont été attribués (11/13). Certains (5) sont réservés pour la Préfecture qui seront attribués en fonction des dossiers étudiés par les services sociaux. Sur les 8 logements restants pour la Commune, il précise qu'une liste existait avec des personnes maltraitées, où dont l'éloignement avait été demandé par un tribunal et des personnes avec une reconnaissance handicapée. Cette liste était prioritaire. Néanmoins, la majorité des personnes qui étaient venues solliciter la mairie ont pu bénéficier d'un logement.

Fin de séance

20h45